



Montreuil, le 03 avril 2019

**Déclaration préalable intersyndicale au Conseil d'administration de l'EPA Masse
du 03 avril 2019**

Monsieur le président,

Rien ne sera jamais plus comme avant !

Après l'action menée à l'initiative du préfet de région des Hauts-de-France à l'encontre de nos collègues sur le Port de Dunkerque jeudi dernier et les actes d'intimidation perpétrés également ailleurs.

Après les dernières semaines, pendant lesquelles nos collègues sont entrés en mobilisation pour faire entendre leur détresse face à une politique d'austérité continue et à un pouvoir d'achat qui diminue inexorablement.

Face à des conditions de travail qui ne cessent de se dégrader, des services exsangues en matière d'effectifs, suite à des réformes subies aux conséquences insupportables pour toute notre corporation, dans des lieux d'exercice parfois insalubres, avec des équipements détériorés, et la liste n'est pas exhaustive... Les élus au conseil d'administration de l'EPA masse n'avaient pas le cœur à débattre avec son président qui est aussi l'initiateur zélé des réformes en cours au sein de l'administration et qui a sa part de responsabilité dans la dégradation de la situation actuelle dans laquelle se trouve l'ensemble des douaniers.

Nonobstant le fait que nous, élus, sommes conscients de l'importance des débats et des décisions votées lors d'un conseil d'administration et du travail important réalisé jour après jour par nos collègues du service central et des services territoriaux qui nous accompagnent dans cet effort qui doit être fourni pour améliorer les conditions de logement des locataires de la masse, il n'en demeure pas moins que ces derniers sont avant tout des douaniers qui voient leur point d'indice gelé depuis de trop nombreuses années et qui pourtant devront faire face à l'augmentation des redevances d'occupation et au péril de la disparition de la MASSE des DOUANES.

Monsieur le président, nous vous donnons rendez-vous, nous l'espérons, le plus rapidement possible.

Car nous avons encore en effet l'espoir de voir les revendications des douaniers aboutir et le dialogue social se rétablir avec les autorités douanières.

Les élus au conseil d'administration